



Crest, le 16 février 2015

Direction Générale des Services
Affaire suivie par Corinne MEUVRET
☎ 04 75 76 61 18
Nos réf. : DGS/CM/BC – 2016/100

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil municipal est convoqué le :

Lundi 22 février 2016 à 20 h 30

Salle Max TABARDEL

(3^{ème} étage de la Mairie).

Je vous prie de bien vouloir assister à cette réunion.

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest



ORDRE DU JOUR

- Voir liste ci-jointe -

NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil Municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

**Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.

Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

POUVOIR

Je soussigné, _____ Conseiller municipal, donne pouvoir à M _____, de me représenter à la réunion du conseil municipal de CREST le 22 février 2016, de prendre part à toutes les délibérations, émettre tous votes, signer tous documents et généralement faire le nécessaire.

Le présent pouvoir conserve ses effets pour tout autre jour suivant auquel cette réunion serait reportée pour une cause quelconque.

Fait à CREST le _____.

Signature

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 FEVRIER 2016

ORDRE DU JOUR

- 1 - Délégation de service public pour la gestion des foires, marchés et cirques de la commune-
gestion de l'aire des campings cars et du poids public : avenant n°1
- 2 - Fixation des tarifs de droits de places et du poids public pour l'année 2016
- 3 - Cession de terrain et immeuble à vocation économique à la Communauté de Communes du
Crestois et du Pays de Saillans : renoncement au privilège de vendeur et paiement différé
en fonction des cessions à intervenir
- 4 - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec le SMRD pour la renaturation de la Saleine
- 5 - Attribution d'une subvention au CCAS pour l'exercice 2016
- 6 - Attribution d'une subvention exceptionnelle au Greta Viva5
- 7 - Fonds Unique Logement et Habitat (FULH) : Participation de la commune
- 8 - Adhésion à des associations :
 - association des sites historiques Grimaldi de Monaco
 - association Mémoire de la Drôme
 - association Ville et Métiers d'Art
- 9 - Modification des statuts de la Régie de la Tour : présence d'un invité permanent lors des
séances du Conseil d'exploitation
- 10 - Fixation du prix de l'eau potable
- 11 - Décisions modificatives-Exercice 2016
 - décision modificative n°1 Budget Commune
 - décision modificative n°1 Budget Eau
 - décision modificative n°1 Budget Assainissement
- 12 - Indemnité des élus
- 13 - Personnel communal : modification du tableau des effectifs
 - création d'un poste de Maître-chien
 - recours à deux Assistants Temporaires de Police Municipale
- 14 - Personnel municipal : information de l'assemblée mise à disposition d'un fonctionnaire
territorial auprès du C.C.A.S de CREST

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 FEVRIER 2016

NOTE DE SYNTHESE

1 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES FOIRES MARCHES ET CIRQUES DE LA COMMUNE – GESTION DE L'AIRE DES CAMPINGS CARS ET DU POIDS PUBLIC : AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION

Le 15 décembre 2015, un contrat de délégation de service public relatif à la gestion des foires, marchés, fêtes foraines, des cirques, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars a été signé avec la société Lombard et Guérin Gestion.

A la demande de la société Lombard et Guérin Gestion, une précision doit être apportée quant à la dénomination de l'entreprise délégataire.

2 - FIXATION DES TARIFS DE DROITS DE PLACES ET DU POIDS PUBLIC POUR L'ANNEE 2016

La gestion des foires et marchés a été déléguée à l'entreprise LOMBARD et GUERIN GESTION domiciliée RUEIL MALMAISON (92500).

Dans le cadre de cette nouvelle délégation de service public, il convient d'actualiser la tarification des droits de place et du poids public pour l'année 2016.

3 - CESSIION DE TERRAIN ET IMMEUBLE A VOCATION ECONOMIQUE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS

La commune a été saisie d'une demande d'acquisition du BIE Martin Hérold et du tènement foncier des Valernes par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans pour permettre la création d'un parc d'activités dans le cadre de sa compétence économique.

Afin de finaliser la vente, il convient de délibérer pour préciser que la commune renonce à son privilège de vendeur pour cette cession de parcelles et autorise le paiement différé en fonction des cessions à intervenir par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

4 - CONVENTION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LE SMRD POUR LA RENATURATION DE LA SALEINE

Le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme (SMRD) assure la maîtrise d'ouvrage d'études préalables pour des travaux d'aménagement d'intérêt général sur la partie domaniale de la rivière Drôme mais également sur certains secteurs non-domaniaux du cours de la Drôme et de ses principaux affluents.

La Ville de Crest a engagé des études pour la renaturation et de lutte contre les inondations de la rivière Saleine.

Afin de faciliter la coordination des études préalables, la ville peut désigner au moyen d'une convention le SMRD comme mandataire afin de répondre à un appel à projet de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse intitulé « Renaturer les rivières et lutter contre les inondations à l'heure de la GEMAPI ».

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser la signature de cette convention avec le SMRD.

5 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CCAS POUR L'EXERCICE 2016

Le CCAS est un établissement public communal administré par un Conseil d'administration. Il dispose d'un budget autonome, abondé par une subvention de la commune, de la CAF, de versements volontaires (quêtes,) et du reversement du montant encaissé par la commune au titre de la cession de concessions au cimetière communal.

Pour lui permettre d'assurer les missions qui lui sont dévolues (mise en place de la politique sociale de la commune, aménagement des rythmes scolaires, instruction et suivi administratif de l'aide sociale légale et facultative), il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 684 000 € pour l'exercice 2016.

6 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU GRETA VIVA5

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 3 000 € au GRETA VIVA5 pour l'aider à supporter les frais et charges locatives de l'Epi-Centre et à maintenir le dynamisme de la structure.

7 - FONDS UNIQUE LOGEMENT HABITAT (FULH) : PARTICIPATION DE LA COMMUNE

Le FULH est un dispositif dont l'objectif est d'aider les personnes en difficulté à accéder à un logement, à se maintenir dans leur logement, et à prévenir et régler des impayés d'énergie et d'eau. Le Département pilote ce dispositif en lien avec différents partenaires. Il est proposé de reconduire l'adhésion de la ville à ce dispositif et d'abonder ce fonds sur la base de 0,50 € par habitant.

8 - ADHESION A DES ASSOCIATIONS

L'association des sites historiques Grimaldi de Monaco a pour objet le rassemblement, la valorisation et la promotion de ces sites, aux niveaux historique, culturel et touristique.

L'association Mémoire de la Drôme collecte, traite, diffuse et met à la disposition du public un fonds iconographique, sonore et audiovisuel constitué de plus de 105 000 documents sur les villes et villages de notre département.

L'association Ville et Métiers d'Art a retenu la candidature de la Ville de Crest pour l'attribution du label Ville et Métiers d'Art.

Il est proposé au Conseil municipal d'adhérer à ces trois associations.

9 - MODIFICATION DES STATUTS DE LA RÉGIE DE LA TOUR : PRESENCE D'UN INVITE PERMANENT LORS DES SEANCES DU CONSEIL D'EXPLOITATION

La Régie de la Tour de Crest est administrée par un Conseil d'exploitation composé de 21 membres désignés par le Conseil municipal sur proposition du Maire.

Suite à la volonté de rapprochement et de partenariat entre la Tour de Crest et les Châteaux de la Drôme, il convient de permettre à un membre du Conseil d'administration des Châteaux de la Drôme de participer au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour, en qualité d'invité permanent. Réciproquement, un membre du Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour pourra se rendre aux séances du Conseil d'administration des Châteaux, en qualité d'invité permanent.

Le Conseil municipal doit se prononcer sur la modification des statuts de la Régie de la Tour.

10 - FIXATION DU PRIX DE L'EAU POTABLE

La ville souhaite augmenter la cadence de renouvellement des branchements d'eau en plomb sur les quatre ans à venir. A cet effet, la commune a lancé un marché public de renouvellement des branchements d'une durée d'un an avec possibilité de trois reconductions.

Pour pouvoir financer ce marché estimé à 580 000 € HT, sur quatre ans, et celui des analyses à 15 000 € HT sur deux ans, il est proposé à compter du 1er mars 2016 d'augmenter les parts fixe et variable de la ville appliquées à la facture du service d'eau potable.

Cette évolution entraine une hausse de 6,07 % (30,54 € TTC) de la facture d'un abonné aux services de l'eau et de l'assainissement collectif consommant 120 m³/an.

11 - BUDGET DECISIONS MODIFICATIVES - EXERCICE 2016

-Budget de la commune décision modificative n°1-Exercice 2016 :

La nomenclature M14 a modifié la subdivision de certains articles comptables, pour tenir compte entre autre des nouvelles dispositions visant à étendre le bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie.

Il convient de subdiviser les articles 61522 et 61523 en créant les articles suivants :

- compte 615221 "bâtiments publics"
- compte 615228 "autres bâtiments"
- compte 615231 "voiries"
- compte 615232 "réseaux"

Pour les primes d'assurances, il convient également de subdiviser l'article 616 et de créer les comptes suivants :

- compte 6161 "multirisques"
- compte 6162 "assurance obligatoire dommage-construction"
- compte 6168 "autres"

-Budget de l'eau décision modificative n°1-Exercice 2016 :

Il convient de procéder à l'inscription, en section d'exploitation, d'un complément de recettes pour un montant de 105 500 €. Cette recette dégagera un autofinancement permettant d'inscrire un complément de crédit pour le renouvellement de branchements plomb.

-Budget de l'assainissement décision modificative n°1-Exercice 2016 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables au compte 1641 de la section d'investissement pour un complément de crédit d'un montant de 1 000 € nécessaire au remboursement du capital des emprunts, suite à une notification d'échéance 2016 reçue après le vote du BP.

12 - INDEMNITES DES ELUS

Dans le cadre de leur fonction, les adjoints et les conseillers municipaux peuvent percevoir une indemnité de fonction. Celle-ci est fixée en fonction d'une enveloppe indemnitaire déterminée qui tient compte du chiffre de population et du nombre d'adjoints.

A compter du 1^{er} janvier 2016, les maires bénéficient à titre automatique, des indemnités maximales de fonction fixées selon le barème prévu à l'article L 2123-23 du Code général des collectivités territoriales. Toutefois, pour les communes de plus de 1 000 habitants, le conseil municipal peut, à la demande du Maire, et par délibération, fixer pour celui-ci une indemnité inférieure au barème.

Il est proposé de fixer le montant des indemnités de fonction allouées aux élus dans le cadre de l'enveloppe indemnitaire.

13 - PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs afin de tenir compte du renforcement de la police municipale pour la période estivale par deux Assistants Temporaires de Police Municipale et de la création d'un poste de gardien de police municipale à temps complet

14 - PERSONNEL MUNICIPAL : INFORMATION DE L'ASSEMBLÉE MISE A DISPOSITION D'UN FONCTIONNAIRE TERRITORIAL AUPRÈS DU CCAS DE CREST

La ville met à disposition un agent municipal au C.C.A.S. de Crest, à temps complet, pour assurer les fonctions de directeur de Crest'Actif, depuis plusieurs années. La convention de mise à disposition arrive à échéance le 31 décembre 2015. Elle est renouvelée pour une nouvelle période de trois ans, à compter du 1er janvier 2016.

*_*_*_*

<p>DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES FOIRES MARCHES ET CIRQUES DE LA COMMUNE – GESTION DE L'AIRE DES CAMPINGS CARS ET DU POIDS PUBLIC : AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le 15 décembre 2015, un contrat de délégation de service public relatif à la gestion des foires, marchés, fêtes foraines, des cirques, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars a été signé avec la société Lombard et Guérin Gestion.

A la demande de la société Lombard et Guérin Gestion, une précision doit être apporté quand à la dénomination de l'entreprise délégataire.

Cette précision nécessite la signature d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public en date du 15 décembre 2015 signé avec la société Lombard et Guérin Gestion.

Le Conseil municipal,

Vu le contrat de délégation de service public relatif à la gestion des foires, marchés, fêtes foraines, des cirques, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars signé le 15 décembre 2015,

Vu le projet d'avenant n°1 au contrat de délégation de service public en date du 15 décembre 2015,

Vu l'avis favorable de la commission "Economie et Emploi, Commerce, Tourisme" en date du 18 février 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public en date du 15 décembre 2015 signé avec la société Lombard et Guérin Gestion.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest



PROJET

Délégation de service public

CONTRAT AVENANT N°1

Personne Publique
COMMUNE DE CREST

Objet de la consultation
Gestion des foires et marchés dans le cadre d'un contrat de délégation. Cette délégation concerne la gestion des foires, marchés, fêtes foraines, des cirques, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars.

Entre :

1/ La Commune de CREST

Représentée par son Maire en exercice, M. Hervé MARITON

Demeurant en cette qualité en Mairie – Place du Dr. Maurice Rozier

BP 512 – 26400 CREST

Dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du XXXX

D'une part

2/ La société LOMBARD ET GUERIN GESTION, société par actions simplifiée au capital de 21.000 euros, gérante de la Société en Participation (SEP) Lombard et Guérin, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 518 089 024, sise 3 avenue Paul Doumer – 92500 RUEIL-MALMAISON, représentée par Monsieur Didier FERAL, agissant en qualité de Président, dûment habilité à signer le présent avenant

D'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er :

Toutes les dispositions du contrat de délégation en date du 15 décembre 2015 demeurent applicables.

Article 2 :

Une précision est apporté au contrat en date du 15 décembre 2015.

L'identité de la société délégataire est précisée de la façon suivante :

"La société LOMBARD ET GUERIN GESTION, société par actions simplifiée au capital de 21 000 euros, gérante de la Société en Participation (SEP) Lombard et Guérin, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 518 089 024, sise 3 avenue Paul Doumer -92 500 RUEIL - MALMAISON, représentée par Monsieur Didier FERAL, agissant en qualité de Président, dûment habilité à signer le présent contrat".

Fait à _____, le _____

Fait à _____, le _____

Pour la commune,
Hervé MARITON
Député-maire de Crest

Pour la société,
Didier FERAL
Président

<p>FIXATION DES TARIFS DE DROITS DE PLACES ET DU POIDS PUBLIC POUR L'ANNEE 2016</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la gestion des foires et marchés a été déléguée à l'entreprise LOMBARD ET GUERIN GESTION, société par actions simplifiée au capital de 21 000 euros, gérante de la Société en Participation (SEP) Lombard et Guérin, domiciliée RUEIL MALMAISON (92500).

Dans le cadre de cette nouvelle délégation de service public, il convient d'actualiser la tarification des droits de places et du poids public pour l'année 2016.

Le Conseil Municipal,

Vu la décision n°2014-635 du 9 décembre 2014 fixant les droits de places et du poids public pour l'année 2015,

Vu la grille des tarifs des droits de places pour l'année 2016,

Vu l'avis favorable de la commission "Economie et Emploi, Commerce, Tourisme" en date du 18 février 2016,

Après en avoir délibéré,

FIXE le tarif droits de place applicables compter du 1er mars 2016 suivant le tableau ci-joint.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

CREST, le

Hervé MARITON

Député-Maire de Crest

TARIFS DES DROITS DE PLACE ET DU POIDS PUBLIC

ÉVÈNEMENTS	2015 HT	2016 HT
EXPOSANTS (MARCHES ET FOIRES)		
Abonnés (le mètre linéaire par marché)	0,81 €	0,97 €
Non abonnés (le mètre linéaire par marché)	1,21 €	1,45 €
MARCHES DE NUIT		
Non sédentaires (le mètre linéaire par marché)	4,72 €	5,66 €
MARCHES ARTISANAUX		
Non sédentaires (le mètre linéaire par marché)	2,42 €	2,90 €
Vide greniers et brocantes les 4 m ²	10,00 €	12,00 €
MARCHE aux fleurs ; MARCHE Pains, Vins, Fromages ; MARCHE Potiers et Créateurs (le mètre linéaire)	3,43 €	4,12 €
MARCHE aux Peintres et aux Livres (le mètre linéaire)	3,40 €	4,08 €
FÊTE MÉDIÉVALE (le mètre linéaire)	5,00 €	6,00 €
MARCHE de Noël et MARCHE Fermier (le mètre linéaire)	2,42 €	2,90 €
MARCHE AUX SANTONS (chalet)	69,38 €	75,00 €
SAINT PIERRE et SAINT FERREOL		
Exposants (le mètre linéaire par jour)	2,46 €	2,95 €
Manèges enfants (forfait fête)	65,00 €	78,00 €
Attractions adultes (forfait fête)	195,00 €	234,00 €
Barraques (tirs...), attractions enfants et remorques < 25m ² forfait fête	24,00 €	28,80 €
Barraques (tirs...), attractions enfants et remorques >=25m ² forfait fête	37,60 €	45,36 €
AUTRES		
Camions magasins ou expositions (le m par jour)	6,69 €	8,03 €
Camions pizza et boissons (la journée)	9,85 €	11,82 €
Camion Food Truck (la journée)		23,64 €
Camions outillage ou linge de maison (la journée)	146,81 €	176,16 €
Toropiscine, exposition, autres (la journée) *	136,65 €	163,98 €
Électricité (par an et par marché)	10,42 €	12,50 €
Cirques (hors frais d'alimentation et consommation électrique) *	290,94 €	349,13 €
Camions pizzas, boissons, kebab (forfait journée festivalière)	77,88 €	93,58 €
Camions pizzas, boissons, kebab (forfait festival entier)	241,70 €	290,04 €
Camping-cars (forfait 24h avec électricité)	4,43 €	5,83 €
Camping-cars (forfait 24h sans électricité)	2,60 €	4,17 €
POIDS PUBLIC		
De 0 à 3 500 tonnes	3,47 €	3,75 €
De 3 501 à 9 000 tonnes	5,00 €	5,00 €
De 9 001 à 19 000 tonnes	6,94 €	7,08 €
De 19 001 à 38 000 tonnes	10,00 €	10,00 €
De 38 001 à 50 000 tonnes	11,67 €	11,67 €

* Inscription avec chèque de caution de 300€

**CESSION DE TERRAIN ET IMMEUBLE A VOCATION ECONOMIQUE A LA
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS
RENONCEMENT AU PRIVILEGE DE VENDEUR
ET AUTORISATION DU PAIEMENT DIFFERE**

Le rapporteur informe l'assemblée que par délibération en date 28 septembre 2015, le Conseil municipal a acté la cession des parcelles cadastrées AE434 et AE437 « BIE Martin Hérold » d'une superficie de 4097 m² au prix de l'euro symbolique et des parcelles cadastrées AE388 et AE390 « tènement des Valernes » d'une superficie de 12 356 m² au prix de 17€ le m² soit 210 052 € HT, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

L'objectif de la Ville est de confier à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans la création d'un parc d'activités en créant des lots commercialisables à la vente afin de répondre aux besoins d'entreprises locales dans les secteurs de l'artisanat, la petite production, les services aux entreprises ...

Afin de finaliser la vente, il convient de délibérer pour préciser que la commune renonce à son privilège de vendeur pour cette cession de parcelles et autorise le paiement différé en fonction des cessions à intervenir par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis des domaines du 18 septembre 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015,

Vu l'avis favorable de la commission "Economie et Emploi, Commerce, Tourisme" en date du 18 février 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de renoncer à son privilège de vendeur pour la cession des parcelles cadastrées AE 434 et AE437 "BIE Martin Hérold", ainsi que les parcelles cadastrées AE388 et AE390 "tènement des Valernes".

DECIDE d'autoriser le paiement différé en fonction des cessions à intervenir par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">CONVENTION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LE SMRD POUR LA RENATURATION DE LA SALEINE</p>

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme (SMRD) assure la maîtrise d'ouvrage d'études préalables pour des travaux d'aménagement d'intérêt général sur la partie domaniale de la rivière Drôme mais également sur certains secteurs non-domaniaux du cours de la Drôme et de ses principaux affluents.

Il dispense des missions de conseil, d'assistance pour les collectivités, associations, riverains qui souhaitent un appui pour des opérations de gestion, d'aménagement ou de mise en valeur des cours d'eau et des milieux aquatiques.

Dans le cadre de la nouvelle compétence GEMAPI à partir du 1^{er} janvier 2018, le SMRD devrait voir son rôle consolidé.

La Ville de Crest a engagé des études pour la renaturation et de lutte contre les inondations de la rivière Saleine. A l'échelle du territoire du SMRD, il s'agit d'une opération d'envergure dont le coût estimé atteint 1 641 600 € TTC.

Dans ce contexte de transition institutionnelle et des intérêts commun convergents de la ville de Crest et du SMRD, la nécessité d'une intervention globale et cohérente s'impose dès les études préalables et demande de financement.

L'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise privée, dite loi MOP permet à un maître de d'ouvrage de confier à un mandataire, dans les conditions définies par la convention, l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage.

Compte tenu des statuts du SMRD lui permettant d'intervenir pour le compte de tiers, le SMRD peut exercer un mandat de maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Afin de faciliter la coordination des études préalables, la ville peut désigner au moyen d'une convention le SMRD comme mandataire afin de répondre à un appel à projet de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse intitulé « Renaturer les rivières et lutter contre les inondations à l'heure de la GEMAPI ». Les dossiers de **demande** de financement doivent être déposés avant le 31 mars 2016.

Il est en outre précisé que le SMRD ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de sa mission de maîtrise d'ouvrage.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°85 - 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu le projet de convention de mandat de maîtrise d'ouvrage,

Vu l'avis favorable de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 18 février 2016,

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE le principe de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec le SMRD pour répondre à l'appel à projet de l'Agence de l'Eau Rhone Méditerranée Corse « Renaturer les rivières et lutter contre les inondations à l'heure de la GEMAPI »

APPROUVE les termes de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest



Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage

Entre les soussignés :

La Ville de Crest, représentée par son Maire, Hervé MARITON ou son représentant, dûment autorisée par délibération du Conseil municipal en date du 22 février 2016, désignée par les mots « la ville » ou le « mandant »,

D'une part

Et

Le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme et ses affluents (SMRD) représenté par son Président, Gérard Crozier, agissant en vertu de la délibération du Comité syndical du 24 février 2016.

et ci-après dénommé « SMRD », désigné par les mots « le syndicat » ou le « mandataire »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le SMRD assure la maîtrise d'ouvrage d'études préalables pour des travaux d'aménagement d'intérêt général sur la partie domaniale de la rivière Drôme mais également sur certains secteurs non-domaniaux du cours de la Drôme et de ses principaux affluents.

Il dispense des missions de conseil, d'assistance pour les collectivités, associations, riverains qui souhaitent un appui pour des opérations de gestion, d'aménagement ou de mise en valeur des cours d'eau et des milieux aquatiques.

Dans le cadre de la nouvelle compétence GEMAPI à partir du 1^{er} janvier 2018, le SMRD devrait voir son rôle consolidé.

La ville de Crest a engagé des études pour la renaturation et la lutte contre les inondations de la rivière Saleine. A l'échelle du territoire du SMRD il s'agit d'une opération d'envergure.

Dans ce contexte de transition institutionnelle et des intérêts commun convergents de la ville de Crest et du SMRD, la nécessité d'une intervention globale et cohérente s'impose dès les études préalables et demande de financement.

L'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise privée, dite loi MOP permet à un maître de d'ouvrage de confier à un mandataire, dans les conditions définies par la convention, l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage.

Compte tenu des statuts du SMRD lui permettant d'intervenir pour le compte de tiers, le SMRD peut exercer un mandat de maîtrise d'ouvrage de cette opération.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la Convention

En application de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 et afin de faciliter la coordination des études préalables, la ville désigne le SMRD par la présente convention comme mandataire afin de répondre à un appel à projet de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse intitulé « Renaturer les rivières et lutter contre les inondations à l'heure de la GEMAPI »

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de mise au point de ce dossier concernant la rivière Saleine sur le territoire de la ville de Crest et de préciser leurs attributions respectives.

ARTICLE 2 - Champ d'application de la convention

La Ville mandate le SMRD pour constituer et déposer le dossier de demande de financement en ce qui concerne la renaturation et lutte contre les inondations de la rivière Saleine.

ARTICLE 3 - Attributions des parties

Missions confiées au maître de l'ouvrage commun :

- Prise de contact préalable avec le référent de l'Agence de l'eau,
- Elaboration du dossier de demande d'aide financière,
- Apporter les compléments nécessaires à l'instruction par l'Agence de l'eau,
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers.

Attribution de la Ville :

- Réalisation des études hydraulique et d'avant-projet en concertation avec le SMRD et services de l'Etat compétents,
- Approbation des études préliminaires et de l'avant-projet,
- Transmission au SMRD d'un avant-projet chiffré,
- Validation du dossier de demande d'aide financière,
- Attributaire du financement le cas échéant.

ARTICLE 4 - Dispositions financières

Le coût global du projet est estimé à 1 641 600 € TTC

La prestation de service, objet de la présente convention, sera réalisée sans contrepartie financière pour la prestation intellectuelle de maîtrise d'ouvrage. Seuls les frais de gestion correspondants seront appliqués par le SMRD.

ARTICLE 5 - Durée de la convention et achèvement de la mission

La mission du SMRD s'achève dès la notification de l'attribution du financement.

ARTICLE 6 - Règlement des litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Grenoble. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

ARTICLE 7 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en l'Hôtel de Ville de Crest.

Fait à CREST, le XXXXXXXXXXXXXXX

Hervé MARITON
Maire de Crest

Gérard CROZIER
Président du SMRD

SUBVENTION AU CCAS POUR L'EXERCICE 2016
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611.4,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal a accordé une subvention de 684 000 € au Centre Communal d'Action Sociale de la commune pour l'exercice 2015,

Considérant le vote du budget primitif 2016 du CCAS, le 8 décembre 2015,

Considérant les besoins de financement du CCAS,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder au CCAS une subvention de fonctionnement d'un montant de 684 000 € pour l'exercice 2016

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 657362 du budget primitif 2016.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU GRETA VIVA5

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'Epi-Centre est un espace de travail ouvert depuis novembre 2013, situé à proximité du centre ville de Crest dans la Drôme.

L'Epi-Centre se positionne tout à la fois comme un lieu d'apprentissage et d'utilisation des différents usages du numériques, de mise en relation des usagers avec les administrations, accompagnement aux procédures dématérialisées, de transmission des savoirs, d'animation et d'accès à la formation distance et un espace de télé-travail, proposant un ensemble de services favorisant l'exercice du travail à distance et le coworking.

Pour faire face à des difficultés de fonctionnement en 2015, l'Epi-Centre a fait l'objet d'une nouvelle organisation, avec une augmentation de la communication et la promotion du lieu, une adaptation de la grille de tarification, l'inscription de l'EPI comme acteur du SPRO, le développement du "Co-learning" et l'inscription du lieu dans la dynamique "tiers lieu du CD 26".

Le Greta Viva5 sollicite la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention à titre exceptionnelle pour l'aider à supporter les frais et charges locative de l'Epi-Centre, afin de maintenir le dynamisme de la structure.

Conscient de l'intérêt de la structure et d'une volonté d'accompagner l'Epi-centre dans sa démarche de restructuration, la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans a approuvé le versement d'une subvention exceptionnelle de 3 600 euros.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention du Greta Viva5 afin de les aider à financer le fonctionnement de l'Epi-Centre,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune

Vu l'avis favorable de la commission «Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle au Greta Viva5 d'un montant de 3 000 € ,

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT (FULH) : PARTICIPATION DE LA COMMUNE
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le Fonds Solidarité Logement (FSL) a été élargi depuis le 1er avril 2006 aux impayés d'eau et d'énergie. Le nouveau dispositif mis en œuvre dans la Drôme intitulé « Fonds Unique Logement et Habitat » a pour objectifs d'aider les personnes en difficulté à accéder à un logement, à se maintenir dans leur logement, à prévenir et régler des impayés d'énergie et d'eau.

Le département pilote ce dispositif en lien avec différents partenaires (CAF, MSA, ErDF, GrDF, bailleurs sociaux, distributeurs d'eau....).

En 2015, 2 410 076 € correspondant à 10 131 d'aides directes ont été mobilisées pour financer l'accès et le maintien dans le logement, le règlement des impayés d'énergie et d'eau sur l'ensemble du département. Dans notre commune, le FULH a été mobilisé à hauteur de 60 855 € pour des ménages en difficultés.

Il est donc proposé d'abonder ce fonds sur la base de 0,50 € par habitant pour permettre au FULH d'atteindre ses objectifs.

Le Conseil Municipal,

Vu le budget primitif 2016 et notamment l'article 65 du budget communal,

Vu l'avis favorable de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'abonder financièrement le « Fonds Unique Logement et Habitat » sur la base de 0,50 € par habitant, soit un total de $8398 \times 0,5 = 4199$ €,

DIT que cette dépense sera prélevée à l'article 6558 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

	MONTANT DES AIDES ACCORDEES en 2015			
	LOGEMENT	ENERGIE	EAU	TOTAL FULH
CREST	31 455,00 €	28 657,00 €	743,00 €	60 855,00 €

ADHESION A L'ASSOCIATION DES SITES HISTORIQUES GRIMALDI DE MONACO
--

Le rapporteur fait part à l'assemblée de l'intérêt d'adhérer à l'association des sites historiques Grimaldi de Monaco.

Cette association, qui existe depuis juillet 2015, a pour objet le rassemblement, la valorisation et la promotion des sites historiques Grimaldi de Monaco, aux niveaux historique, culturel et touristique. Est considéré comme un site historique Grimaldi de Monaco tout lieu qui, ayant une histoire partagée avec celle des princes de Monaco, témoigne des liens étroits qui unissent la France et la Principauté.

La Ville de Crest fait partie de ces sites historique Grimaldi de Monaco, en effet, les Grimaldi ont été seigneurs de Crest de 1642 à la Révolution.

L'adhésion à l'association permet aux personnes morales qui ont par leur passé ou leur objet un lien avec l'histoire de la famille Grimaldi de participer à des groupes de travail thématiques autour de l'histoire, du patrimoine, de l'événementiel et du tourisme ou encore des produits dérivés.

Ces groupes seront chargés d'imaginer, d'enrichir et de réaliser des projets concrets comme par exemple une charte et une signalétique, un guide des communes labellisées, des manifestations annuelles, des expositions et bien sûr un site internet, pour informer les adhérents et le public des actions menées.

Aussi, il est proposé d'adhérer à l'association des sites historiques Grimaldi de Monaco à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le Conseil municipal,

Vu la proposition d'adhésion qui fixe la cotisation annuelle à 300 € pour l'année 2016,

Considérant l'intérêt de cette proposition,

Vu l'avis favorable de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le principe d'adhésion à l'association des sites historiques Grimaldi de Monaco,

DIT que la dépense correspondante sera imputée à l'article 6281 du budget communal,

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à cette adhésion et notamment le bulletin d'adhésion.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ADHESION A L'ASSOCIATION MEMOIRE DE LA DRÔME

Le rapporteur fait part à l'assemblée de l'intérêt d'adhérer à l'association Mémoire de la Drôme. Cette association, qui existe depuis 1985, collecte, traite, diffuse et met à la disposition du public un fonds iconographique, sonore et audiovisuel constitué de plus de 105 000 documents. Chaque année, environ 180 collectivités locales participent au développement de ces activités, centrées sur les villes et villages de notre département.

Structure unique en France, elle est soutenue par le Conseil départemental et de nombreuses communes drômoises.

Par ailleurs, le fonds documentaire est utilisé pour réaliser des publications (12 livres ont déjà été édités), des expositions et un site Internet comprenant 100 000 documents consultables.

L'adhésion à l'association permet aux collectivités de disposer de l'accès au site Internet « adhérent », de reproduire des documents sur place, de mise à disposition gracieuse pour des opérations ponctuelles de la plupart des documents sous formes de fichiers informatiques haute résolution, de formation au site Internet de l'association, de conseils et suivis pour la réalisation de publications ou expositions, et de tirages photographiques sur papier.

Aussi, il est proposé d'adhérer à l'association « Mémoire de la Drôme » à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le Conseil municipal,

Vu la proposition d'adhésion qui fixe la cotisation annuelle à 122,00 € pour l'année 2016,

Considérant l'intérêt de cette proposition,

Vu l'avis favorable de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le principe d'adhésion à l'association « Mémoire de la Drôme »,

DIT que la dépense correspondante sera imputé à l'article 6281 du budget communal,

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à cette adhésion et notamment le bulletin d'adhésion.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION DU LABEL VILLE ET MÉTIERS D'ART
--

Le rapporteur fait part à l'assemblée de l'attribution à la Ville de Crest du label Ville et Métiers d'Art pour une durée de trois ans renouvelables. Cette attribution fait suite au dossier de candidature que la ville de Crest leur a fait parvenir en fin d'année 2015.

Ce label regroupe 69 communes toutes tailles confondues, réunies dans un but commun : favoriser le développement et la transmission de savoir-faire d'exception.

Les villes détentrices de ce label, attribuée pour trois ans par des professionnels reconnus s'engagent à :

- favoriser l'installation de professionnels des métiers d'art (par l'aménagement d'ateliers relais, la création de pépinières, la mise en valeur de l'espace urbain),
- organiser des actions de communication et de promotion (expositions, itinéraires de découverte en liaison avec les offices de tourisme ...),
- assurer la pérennité des savoir-faire (via les musées, publications, structures de formation),
- sensibiliser les publics scolaires au potentiel offert par les métiers d'art en termes d'emploi et d'épanouissement personnel.

L'association Ville et Métiers d'Art est à l'écoute des villes et met à disposition divers outils afin de les aider dans la mise en œuvre de leur projet :

- un Centre de ressources destiné au partage des bonnes pratiques dans chaque domaine d'action,
- une Bourse de locaux mettant en relation, via un extranet, l'offre des villes et les besoins des professionnels des métiers d'art,
- un site internet (www.vma.asso.fr) et ses relais extranet, outils de promotion et de communication,
- un Urbaniste Architecte qui se déplace à la demande des communes,
- des Ateliers, moments de rencontre au plan national ou interrégional entre élus, chefs de projets et structures partageant les mêmes valeurs d'excellence.

Aussi, il est proposé d'adhérer au label Ville et Métiers d'Art pour une durée de trois ans renouvelables, la Commune disposera également d'un Siège au Conseil d'administration de l'association .

Le Conseil municipal,

Vu la proposition d'adhésion qui fixe la cotisation annuelle à 797,00 € pour l'année 2016,

Considérant l'intérêt de cette proposition,

Vu l'avis favorable de la Commission "Budget" en date du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le principe d'adhésion à l'association « Ville et Métiers d'Art », et propose que M XXXXXXXXXXXX siège au Conseil d'Administration de l'association Ville et Métiers d'Art

DIT que la dépense correspondante sera imputé à l'article 6281 du budget communal,

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à cette adhésion et notamment le bulletin d'adhésion.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">REGIE DE LA TOUR DE CREST : MODIFICATION DES STATUTS PRESENCE D'UN INVITE PERMANENT AU CONSEIL D'EXPLOITATION</p>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que, suite à la volonté de rapprochement et de partenariat entre la Tour de Crest et les Châteaux de la Drôme, il convient de permettre à un membre du Conseil d'administration des Châteaux de participer au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour, en qualité d'invité permanent. Réciproquement, un membre du Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour pourra se rendre aux séances du Conseil d'administration des Châteaux, en qualité d'invité permanent. Par délibération du 12 juillet 2008, le Conseil municipal a créé la Régie de la Tour et a approuvé les statuts de ladite régie. Le Chapitre II de ses statuts fixe la composition du conseil d'exploitation.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la rédaction suivante :

-du Chapitre II Article 1:

"Le conseil d'exploitation est composé de 21 membres désignés par le conseil municipal sur proposition du maire. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. 11 membres doivent être issus du conseil municipal. Les 10 autres membres sont choisis parmi les personnes ayant acquis, de par leur expérience des affaires, de l'administration, de la vie associative ou de leur profession, une compétence particulière leur permettant d'émettre des avis utiles relatifs à l'accomplissement de la mission confiée à la régie.

Un membre du Conseil d'administration des Châteaux de la Drôme est autorisé à siéger en qualité d'invité permanent, sans voix délibérative."

-du Chapitre II Article 6 :

"Le conseil d'exploitation élit en son sein son Président et un ou plusieurs vice-présidents.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour, et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le conseil d'exploitation élit en son sein son représentant au Conseil d'administration des Châteaux de la Drôme, ainsi que son suppléant.

Il est procédé à leur élection dans les mêmes termes que le Président et le(s) vice(s)-président(s)".

Les autres articles des statuts de la Régie de la Tour demeurent inchangés.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Régie de la Tour de Crest,

Vu l'avis favorable de la Commission "Economie et Emploi, Commerce, Tourisme" en date du 18 février 2016,

Considérant que le Conseil d'exploitation, qui est composé de vingt-et-un membres désignés par le Conseil municipal sur proposition du Maire, peut accueillir un invité permanent,

Considérant qu'un membre du Conseil d'exploitation peut, en qualité d'invité permanent, être accueilli par le Conseil d'administration des Châteaux de la Drôme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser la présence d'un membre du Conseil d'administration des Châteaux de la Drôme, en qualité d'invité permanent, au sein du Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest.

DECIDE d'autoriser un membre du Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest à se rendre, en qualité d'invité permanent, aux séances du Conseil d'administration des Châteaux de la Drôme.

APPROUVE la modification proposée des statuts de la Régie de la Tour,

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

FIXATION DU PRIX DE L'EAU POTABLE

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que sur 2 875 branchements publics, 950 branchements en plomb subsistent, 66 % ne contiennent donc pas de plomb. Depuis 2010, 198 branchements ont été renouvelés à l'occasion de fuites avérées ou dans le cadre d'une opération d'aménagement de voirie comprenant la réhabilitation des réseaux souterrains.

La ville souhaite augmenter cette cadence de renouvellement sur les quatre ans à venir. Grâce, aux résultats d'analyses d'eau du robinet, proposées aux usagers dépendants d'un branchement public, il est possible de cibler pertinemment les travaux et d'éviter le renouvellement systématique de l'ensemble des branchements.

A cet effet, la ville a lancé un marché public de renouvellement des branchements d'une durée d'un an avec possibilité de trois reconductions.

Le montant maximum de ce marché est estimé à 580 000 € HT, sur quatre ans, et celui des analyses à 15 000 € HT sur deux ans. Pour 2016, une décision modificative du budget primitif de l'eau ajustera les crédits nécessaires.

Entre le 1er mars 2016 et le 31 août 2019, l'augmentation des parts fixe et variable de la ville appliquées à la facture du service d'eau potable permettra le financement de ces dépenses d'investissements et leur gestion. Cette évolution entraîne une hausse de 6,07 % (30,54 € TTC) de la facture d'un abonné aux services de l'eau et de l'assainissement collectif consommant 120 m³/an.

Au delà du 1er septembre 2019, les parts communales (fixe et variable) retrouveront leur montant déterminé par délibération du 18 mai 2015 approuvant le choix du délégataire pour le service de l'eau.

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture »
du 18 février 2016,

Après en avoir délibéré,

- FIXE, entre le 1^{er} mars 2016 et le 31 août 2019, la surtaxe sur l'eau potable :
 - part fixe : 25,49 €H.T./ an
 - part variable : 0,7011 €H.T./m³

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents

A CREST, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">BUDGET DE LA COMMUNE DECISION MODIFICATIVE n°1 - EXERCICE 2016</p>

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif de la ville de Crest pour l'exercice 2016,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2015 modifiant l'instruction budgétaire et comptable M14 à compter du 1^{er} janvier 2016, en subdivisant certains articles comptables, pour tenir compte entre autre des nouvelles dispositions visant à étendre le bénéfice du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie.

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour prendre en compte les nouvelles imputations du cadre comptable, à savoir :

– Pour la section de fonctionnement :

• Au chapitre 011, les articles 61522, 61523 et 616 sont supprimés et subdivisés comme suit :

- article 615221 « bâtiments publics »
- article 615228 « autres bâtiments »
- article 615231 « voiries »
- article 615232 « réseaux »
- article 6161 « multirisques »
- article 6168 « autres »

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 1 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la commune.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

Ville de CREST -- BUDGET COMMUNE

Décision Modificative n° 1 – 2016

Document budgétaire n° 2 de l'exercice 2016

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
011	Charges à caractère général	0
61522	Entretien et réparations sur bâtiments	-84 500
615221	Entretien et réparations sur biens immobiliers : bâtiments publics	79 500
615228	Entretien et réparations sur biens immobiliers : autres bâtiments	5 000
61523	Entretien et réparations sur voies et réseaux	-197 000
615231	Voies et réseaux : voiries	107 000
615232	Voies et réseaux : réseaux	90 000
616	Primes d'assurances	-67 000
6161	Primes d'assurances : multirisques	38 500
6168	Primes d'assurances : autes	28 500
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		0

<p style="text-align: center;">BUDGET DE L'EAU DECISION MODIFICATIVE n°1 - EXERCICE 2016</p>
--

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif de l'eau pour l'exercice 2016,

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'eau,

- Pour la section d exploitation, sur l'article 7068, un complément de recettes de la surtaxe suite à la nouvelle tarification du prix de l'eau
- Pour la section d'investissement, sur l'article 2315, un complément de crédit pour permettre la réalisation de renouvellement de branchements plomb

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 1 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de l'eau.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

Décision Modificative n°1 – 2016

Document budgétaire n° 2 de l'exercice 2016

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
023	Virement à la section d'investissement	105 500
023	Autofinancement complémentaire de la section d'investissement	105 500
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION		105 500

RECETTES		Propositions complémentaires
70	Ventes produits fabriqués, prestations de services	105 500
7068	Autres prestations de services	105 500
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		105 500

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions
2315	Immobilisations en cours	105 500
2315	Installations techniques, matériel et outillage industriels	105 500
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		105 500

RECETTES		Propositions
021	Virement de la section de fonctionnement	105 500
021	Virement de la section de fonctionnement	105 500
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		105 500

<p style="text-align: center;">BUDGET DE L' ASSAINISSEMENT DECISION MODIFICATIVE n° 1 - EXERCICE 2016</p>

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif de l'assainissement pour l'exercice 2016,

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'assainissement,

- Pour la section d'investissement : le réajustement des crédits pour le remboursement du capital de l'annuité des emprunts, suite à une notification d'échéance reçue

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable de la commission « Budget » du 19 février 2016,

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 1 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de l'assainissement.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

Ville de CREST -- BUDGET ASSAINISSEMENT

Décision Modificative n°1 – 2016

Document budgétaire n° 2 de l'exercice 2016

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
16	Emprunts et dettes assimilées	1 000
1641	Emprunts en euros	1 000
23	Immobilisations en cours	-1 000
2315	Installations techniques, matériel et outillage industriel	-1 000
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0

INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS MUNICIPAUX

Le rapporteur rappelle que les fonctions d'élu local sont gratuites. Toutefois, une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est attribuée, dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune.

A compter du 1^{er} janvier 2016, les maires bénéficient, à titre automatique, des indemnités maximales de fonction fixées selon le barème prévu à l'article L 2123-23 du Code général des collectivités territoriales. Toutefois, pour les communes de plus de 1 000 habitants, le conseil municipal peut, à la demande du Maire, et par délibération, fixer pour celui-ci une indemnité inférieure au barème.

Le rapporteur informe que le taux maximal ouvert par la loi (articles L 2123-23, L 2123-24, L 2123-24-1 du CGCT) pour une commune de la strate correspondant au nombre d'habitants de Crest est fixé à 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique - IBT (indice 1015), pour le Maire et à 22 % de l'ITB pour les adjoints.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2123-17, L 2123-20, L 2123-22, L 2123-23 et L 2123-24,

Vu la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,

Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Vu la note d'information n° INTB1508887J sur la loi n° 2015-366, précisant et explicitant les dispositions nouvelles figurant dans cette loi,

Vu le procès verbal d'installation du conseil municipal,

Vu l'avis favorable de la commission "Budget" du 19 février 2016,

Considérant que la commune est siège du bureau centralisateur de canton en application des nouvelles limites territoriales des cantons,

Considérant la demande du Maire à continuer à bénéficier d'une indemnité de fonction inférieure au barème,

Il est rappelé que l'enveloppe totale des indemnités maximales allouées au Maire, aux Adjoints et aux Conseillers municipaux est calculée de la manière suivante :

- l'indemnité du maire (55 % de l'indice brut 1015) et du produit de 22 % de l'indice brut 1015 par le nombre d'adjoints, soit au 01/01/2016 :

$[(3801,47 \times 0,55) + ((3801,47 \times 0,22 \times 8))] = 8\,781,36 \text{ € par mois} - 105\,376,74 \text{ € par an}$

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE :

Dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus :

-A compter du 1^{er} janvier 2016, de maintenir l'indemnité de fonction du maire à un taux inférieur au barème, soit :
41,37 % de l'indice 1015 ;

-A compter du 1^{er} mars 2016, de répartir le montant des indemnités des adjoints et conseillers municipaux titulaires d'une délégation comme suit,

1er adjoint : 22,85 % de l'indice brut 1015

7 adjoints : 13,25 % de l'indice brut 1015

1 conseiller municipal délégué : 13,25 % de l'indice brut 1015

4 conseillers municipaux délégués : 7,00 % de l'indice brut 1015

Compte tenu que la ville de CREST est bureau centralisateur du canton, les indemnités octroyées au Maire, aux adjoints et conseillers municipaux délégués seront majorées de 15 % dans la limite du crédit global.

PRECISE que :

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune, section de fonctionnement, chapitre 6531,

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**Tableau récapitulant l'ensemble des indemnités
allouées aux membres de l'assemblée délibérante au 1^{er} janvier 2016**

annexé à la délibération

FONCTION	POURCENTAGE INDICE 1015	MONTANT BRUT MENSUEL	MONTANT BRUT MENSUEL Avec majoration éventuelle
Maire	41,37 %	1572,67 €	1 808,57 €
1 ^{er} adjoint	22,85 %	868,63 €	998, 94 €
7 adjoints	13,25 %	503,69 €	579,24 €
1 Conseiller délégué	13,25 %	503,69 €	579,24 €
4 Conseillers délégués	7 %	266,10 €	306,01 €
MONTANT TOTAL INDEMNITES ALLOUEES MENSUELLEMENT			8 665,56€
MONTANT TOTAL INDEMNITES ALLOUEES ANNUELLEMENT			103 986,76 €

<p style="text-align: center;">PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS</p>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que la ville poursuit et renforce ses actions engagées pour la prévention de la délinquance et adapte son fonctionnement aux exigences de sécurité sur son territoire. Afin d'assurer ses missions de protection auprès de la population et accroître la disponibilité opérationnelle de la police municipale, il est apparu opportun d'en augmenter les effectifs. Il est envisagé de doter le service d'une brigade canine pour bénéficier de nouvelles compétences et assurer des missions de maintien du bon ordre, de la sécurité et de la tranquillité publique.

Le binôme, constitué d'un maître chien et d'un auxiliaire canin, procure une image dissuasive et rassurante et participe à la protection et à la sécurité des personnes et des biens. Cette brigade constitue un atout lors de l'interpellation d'individus auteurs de flagrants délits. L'animal est également vecteur de communication entre la population et la police municipale et contribue à renforcer les liens de proximité.

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale,

VU le tableau des effectifs approuvé par la délibération du 12 novembre 2015,

VU l'avis favorable de la commission "Budget" du 19 février 2016,

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE de créer :

Au 1^{er} septembre 2016 :

✓ un poste de gardien de police municipale à temps complet.

APPROUVE le tableau des effectifs modifié.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget annexe primitif 2015, chapitre 012, section de fonctionnement chapitre 64.

DONNE pouvoir au Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,
Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS</p>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que le service de police municipale, chargé de veiller sur la sécurité et la tranquillité publique, doit faire face à une augmentation de ses missions en période estivale, notamment en raison de la mise en place de nombreuses animations sur la commune et aux pics de populations **résultant** des fréquentations touristiques du territoire. Il est possible, pour les communes touristiques dotées d'un service de police municipale, de recruter des Assistants Temporaires de Police Municipale (ATPM).

Aussi, pour répondre à la politique locale de sécurité et développer la présence de la police municipale **durant** ces périodes, améliorer leurs interventions et conforter les missions de proximité auprès de la population, il est proposé de renforcer l'équipe en recrutant deux saisonniers. Il est précisé que ces personnels ne sont pas des policiers municipaux et ne peuvent exercer leur prérogatives, mais ils secondent les policiers **municipaux** leur permettant ainsi de recentrer leurs missions sur leur coeur de métier.

Le Conseil Municipal,

VU le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article L. 511-3,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3, 2°,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux **agents** non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

VU le tableau des effectifs approuvé par la délibération du 12 novembre 2015,

VU l'avis favorable de la commission "Budget" du 19 février 2016,

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE la création :

✓ de deux emplois non permanents d'Assistants temporaires de Police Municipale (ATPM).

Le recrutement s'effectuera sur le grade d'adjoint administratif de 2ème classe à temps complet

Les missions confiées à ces agents consistent à assister les agents de police municipale dans le cadre de leurs patrouilles pédestres, à VTT et en véhicule, dans l'exécution des tâches relevant de la compétence du Maire en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et la salubrité publiques.

Ces emplois pourront être occupés par des étudiants. Aucun niveau de qualification n'est requis.

La rémunération est fixée sur la base du 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2ème classe.

La durée des contrats est fixée à quatre mois. Une répartition de cette durée pourra être effectuée entre les candidats sans dépasser une durée totale de huit mois sur la saison.

APPROUVE le tableau des effectifs modifié.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget annexe primitif 2015, chapitre 012, section de fonctionnement chapitre 64.

DONNE pouvoir au Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,

Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Hervé MARITON

Député-Maire de Crest

**PERSONNEL MUNICIPAL : INFORMATION DE L'ASSEMBLEE
MISE A DISPOSITION
D'UN FONCTIONNAIRE TERRITORIAL
AUPRES DU C.C.A.S. DE CREST**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée délibérante que la ville met à disposition un agent municipal au C.C.A.S. de Crest, à temps complet, pour assurer les fonctions de directeur de Crest'Actif, depuis plusieurs années.

La convention de mise à disposition est arrivée à échéance le 31 décembre 2015. Elle est renouvelée pour une nouvelle période de trois ans, à compter du 1er janvier 2016.

Une simple information de l'assemblée délibérante est nécessaire lorsque le principe de remboursement de la mise à disposition est respecté.

Textes encadrant le dispositif :

la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée portant statut de la fonction publique territoriale, notamment l'article 61, 62 et 63,

le décret n° 85-1081 du 8 octobre 1985 modifié, relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux,

le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Principe de la mise à disposition de personnel :

C'est une modalité particulière de la position d'activité définie comme étant la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'origine, est réputé y occuper l'emploi, continue de percevoir sa rémunération, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

Depuis janvier 2004, un agent municipal, Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportive principal de 1ère classe, est mis à disposition du Centre Communal d'Action Sociale, pour assurer les fonctions de direction de Crest'actif.

Il convient de reconduire cette mise à disposition, à compter du 1^{er} janvier 2016 pour une durée de trois ans, par la signature d'une convention entre la mairie et le C.C.A.S.. L'assemblée délibérante est informée que la collectivité d'accueil (le C.C.A.S.) procédera au remboursement des salaires, accessoires et charges y afférent, de l'agent à la ville.

Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de CREST

